

Fiche concept : la notion de chômage

➤ Thème du programme : travail, emploi et chômage.

Extrait du BO n°21 du 23 mai 2013

Thèmes et questionnements	Notions	Indications complémentaires
2.2 Quelles politiques pour l'emploi ?	Flexibilité du marché du travail, <u>taux de chômage</u> , <u>taux d'emploi</u> , qualification, <u>demande anticipée</u> , salariat, précarité, pauvreté.	<u>Afin de montrer que la diversité des formes et des analyses du chômage explique la pluralité des politiques, on analysera les politiques macroéconomiques de soutien de la demande globale pour lutter contre le chômage keynésien, les politiques d'allègement du coût du travail pour lutter contre le chômage classique, les politiques de formation et de flexibilisation pour réduire la composante structurelle du chômage.</u> On soulignera que les politiques de l'emploi sont aussi fondées sur la prise en compte du rôle du travail et de l'emploi dans l'intégration sociale. On se demandera en quoi ce lien entre travail et intégration sociale est fragilisé par certaines évolutions de l'emploi. Acquis de première : <u>chômage</u> , <u>productivité</u> , <u>demande globale</u> , politique monétaire, politique budgétaire, rationnement

➤ Définition du chômage

« Le chômage représente l'ensemble des personnes de 15 ans et plus, privées d'emploi et en recherchant un. Sa mesure est complexe. Les frontières entre emploi, chômage et inactivité ne sont pas toujours faciles à établir, ce qui amène souvent à parler d'un « halo » autour du chômage. Il y a en France deux sources statistiques principales sur le chômage : les statistiques mensuelles du Ministère du travail, élaborées à partir des fichiers de demandeurs d'emploi enregistrés par Pôle Emploi et l'enquête Emploi de l'Insee, qui mesure le chômage au sens du BIT ».

Source : <http://www.insee.fr/fr/methodes/default.asp?page=definitions/chomage.htm>

➤ La mesure du chômage

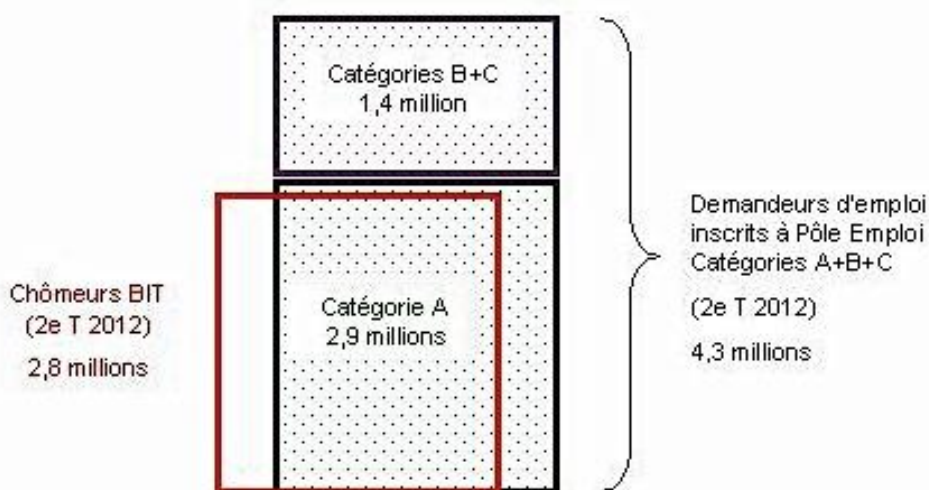
« En application de la définition internationale adoptée en 1982 par le Bureau international du travail (BIT), un chômeur est une personne en âge de travailler (15 ans ou plus) qui répond simultanément à trois conditions :

- être sans emploi, c'est-à-dire ne pas avoir travaillé au moins une heure durant une semaine de référence ;
- être disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours ;
- avoir cherché activement un emploi dans le mois précédent ou en avoir trouvé un qui commence dans moins de trois mois ».

Source : <http://www.insee.fr/fr/methodes/default.asp?page=definitions/chomeur-au-sens-du-bit.htm>

« Les demandeurs d'emploi sont les personnes qui s'inscrivent à Pôle Emploi. Ces demandeurs sont enregistrés à Pôle Emploi dans différentes catégories de demandes d'emploi en fonction de leur disponibilité, du type de contrat recherché et de la quotité de temps de travail souhaité [...]. Tous les mois, la Dares (Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques du ministère du Travail, de l'emploi et de la santé) et Pôle emploi publient conjointement une statistique des demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi. Cette statistique est disponible rapidement, moins d'un mois après la fin de chaque mois. Elle est exhaustive, ce qui permet d'avoir des données significatives à des niveaux géographiques fins, ainsi que selon les caractéristiques des demandeurs d'emploi : par âge ou par sexe par exemple. Mais le fait de s'inscrire à Pôle emploi est une démarche administrative, et la situation des personnes qui s'inscrivent ne correspond pas directement aux critères statistiques définissant le chômage au sens du BIT ».

Source: http://www.insee.fr/fr/publications-et-services/default.asp?page=dossiers_web/chomage/chomage-defm.htm



Note : Taux de chômage BIT en moyenne trimestrielle et moyenne des DEFM sur le trimestre.

Champ : France métropolitaine.

Sources : Enquête emploi (Insee), demandes d'emploi (Pôle Emploi, Dares).

➤ Relier la notion à un sur-ensemble et/ou la décomposer en sous-ensembles

Chômage conjoncturel : Chômage qui augmente du fait de la détérioration de la conjoncture économique (récession). C'est un chômage de court terme qui s'explique par les fluctuations de l'activité économique.

Chômage structurel : Chômage qui perdure même quand la conjoncture économique s'améliore. Il est dû au mode de fonctionnement du marché du travail (présence de rigidités en termes de contrats de travail ou de salaires par exemple), ainsi qu'à une inadéquation de la qualification des actifs à la qualification des emplois.

Chômage frictionnel : Il résulte des ajustements incessants entre l'offre de travail (personnes désirant travailler) et la demande de travail (émanant des entreprises).

Taux de chômage : il mesure la part des chômeurs dans la population active et il s'exprime en pourcentage.

Taux d'emploi : Il mesure la part des actifs occupés dans la population totale de 15 à 64 ans. Il ne faut pas le confondre avec le taux d'activité qui mesure la part des actifs dans la population totale de 15 à 64 ans.

➤ La diversité des causes du chômage

Au niveau macroéconomique, il est d'usage de distinguer deux types de chômage selon les mécanismes qui les engendrent. Les variations de l'activité économique donnent naissance au chômage conjoncturel, que tente de réduire la politique macroéconomique conjoncturelle mobilisant les instruments budgétaires et monétaires. Au chômage conjoncturel s'oppose le chômage structurel, qui peut être défini comme le chômage ne résultant pas directement des variations de l'activité économique de court terme. Il s'explique par les rigidités du marché du travail et par une mauvaise adaptation des qualifications des travailleurs aux emplois disponibles.

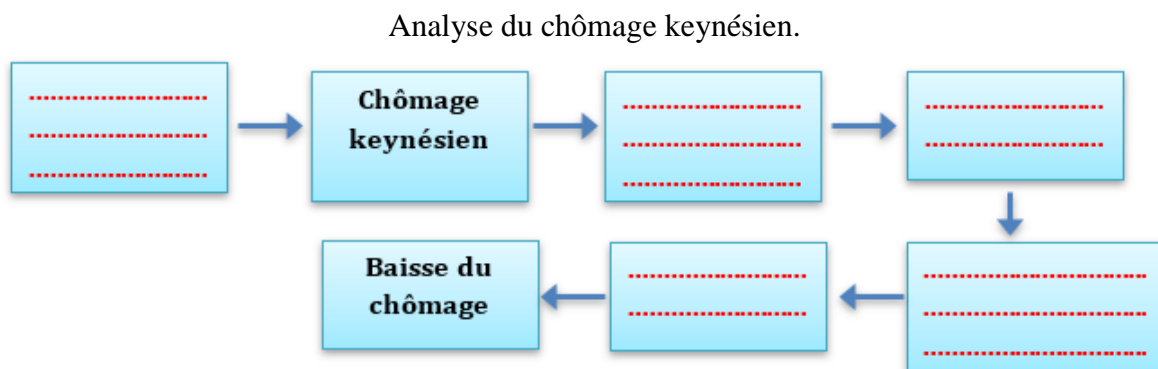
❖ Le chômage keynésien : une insuffisance de la demande anticipée.

Pour Keynes, le niveau de l'emploi dépend de la demande anticipée. La demande anticipée est le niveau de la demande auquel les entreprises pensent devoir faire face lorsque la production sera mise en vente. C'est à partir de cette demande (Keynes parle de demande effective) que les entreprises vont déterminer leur niveau de production, et donc le niveau de l'emploi. C'est l'insuffisance de la demande anticipée qui explique le chômage. Dans ce schéma, une baisse des salaires réels découlant du chômage ne permet pas un ajustement de type néo-classique. La baisse des salaires réels induit une contraction des débouchés des entreprises et une baisse de la demande effective. La baisse des salaires entraîne une baisse de l'activité et donc augmente le chômage. À la différence des économistes libéraux, les économistes keynésiens ne considèrent pas le salaire comme un coût, mais comme un revenu qu'il faut stimuler, les bas salaires en particulier, sont ceux qui ont la propension à consommer la plus forte.

Pour les keynésiens, solutionner le chômage passe prioritairement par des politiques de soutien à la demande globale. Celle-ci correspond à la consommation finale des ménages, à l'investissement, et aux exportations. Il importe donc de favoriser la consommation par un pouvoir d'achat maintenu voire croissant agissant sur les ménages modestes qui offrent des propensions marginales et moyenne à consommer élevées (la propension moyenne désigne la part consommée du revenu, la propension marginale, la part consommée de l'augmentation du revenu). Dans ce cas, soutenir la consommation finale sera d'autant plus efficace que le surplus de revenu sera consommé plutôt qu'épargné (l'épargne étant une fuite dans le circuit économique). L'État pourra renforcer le pouvoir d'achat en menant une politique budgétaire expansionniste (avec des dépenses croissantes, quitte à accepter le déficit budgétaire). L'investissement sera privilégié grâce à l'apport de l'investissement public (par exemple une politique de grands travaux) venant renforcer l'investissement privé. Ce moteur de la croissance pourra bénéficier d'une politique monétaire expansionniste de faibles taux d'intérêt. Rendre moins coûteux l'emprunt permettra aux entreprises concernées de renforcer leur compétitivité et donc le commerce. Créer de l'emploi public, soutenir l'investissement

privé, revaloriser le salaire, exonérer les charges des petites entreprises qui embauchent, accorder des aides au logement, indemniser le chômage sont des exemples de mesures soutenues par les keynésiens pour relancer l'emploi. Un facteur essentiel de leur efficacité est leur crédibilité : les anticipations évolueront favorablement si les agents sont convaincus de la détermination des pouvoirs publics à poursuivre la relance jusqu'à la fin de l'épisode récessif, et aussi de la capacité de résilience sur le long terme des finances publiques et/ou de la circulation monétaire. L'emploi ne sera véritablement stimulé que si les agents économiques n'anticipent pas de tension sur l'endettement public, les prélèvements obligatoires ou l'inflation. C'est ce qui a fait défaut aux politiques de relance dans la période de stagflation consécutive aux chocs pétroliers de 1973 et 1979. Des politiques de relance simultanées ont également été mises en œuvre en 2008 et 2009 dans l'ensemble des pays développés, mais dans des proportions contrastées : l'impulsion budgétaire, c'est-à-dire le creusement du déficit budgétaire imputable à des mesures discrétionnaires de relance, a, par exemple, représenté entre 2007 et 2009 11 points du P.I.B. aux Etats-Unis et 3,5 points du P.I.B. dans la zone Euro.

Conclusion. Complétez le schéma suivant :



❖ Le chômage classique : une insuffisante rentabilité des entreprises.

Les pères fondateurs de l'école néoclassique n'envisagent pas la possibilité d'un chômage de masse en économie concurrentielle. Dans sa théorie de l'équilibre général, Walras (« Éléments d'économie politique pure », 1874), définit le marché du travail comme un marché soumis à la flexibilité des prix. Les variations du salaire réel permettent toujours d'assurer l'équilibre entre l'offre et la demande de travail.

Au niveau global, le chômage involontaire ne peut exister dès lors que la condition de flexibilité des salaires est vérifiée : les chômeurs sont donc « volontaires », en ce sens qu'ils n'acceptent pas de travailler au taux de salaire qui prévaut en concurrence. Les économistes néoclassiques anglais et français face à la crise de 1929 et son cortège de chômeurs expliquent le chômage de masse par les rigidités institutionnelles du marché du travail qui ne permettent pas la flexibilité des salaires. A C Pigou (« Théorie du chômage » 1931), J Rueff (dans un article en 1931 « L'assurance chômage : cause permanente du chômage ») montrent que le chômage de masse résulte d'institutions telles que le syndicat (perçu comme un monopole), la législation sur le salaire minimum, qui entravent la flexibilité des salaires à la baisse.

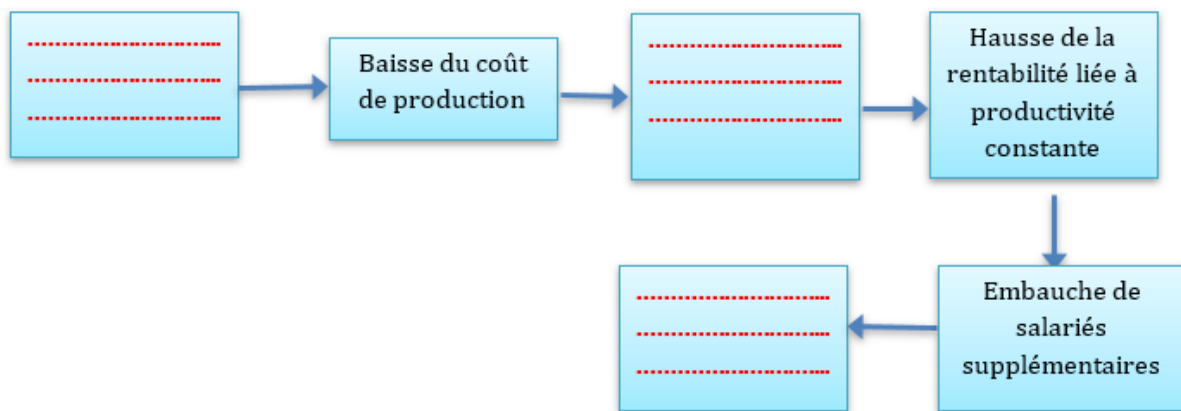
Dans la théorie néoclassique, le salaire est vu comme un coût pour les entreprises. Ces dernières décident d'embaucher uniquement si le coût du travail qui se compose de cotisations sociales (salariales et patronales) et du salaire net est inférieur à la productivité marginale du travail. Par conséquent, le chômage classique s'explique par un coût du travail trop élevé, qui dissuade les entreprises d'embaucher et les incite à préférer substituer du

capital au travail. Le chômage classique est à l'origine d'une insuffisante rentabilité des entreprises (baisse de leur taux de marge). L'enkystement du chômage en France et dans une partie de l'Europe a conduit à la mise en œuvre de mesures destinées à lutter contre un chômage diagnostiqué comme « classique » : la législation sur le salaire minimum et les cotisations sociales entraverait la demande de travail. Cette interprétation justifie les politiques d'allègement du coût du travail. Agir sur le coût du travail, c'est considérer qu'il est possible de restaurer l'activité productive en favorisant la compétitivité des entreprises face à la concurrence internationale et plus généralement au dumping social (pratique salariale défiant toute concurrence en raison de l'absence de charges, de couverture sociale comme dans de nombreuses entreprises chinoises). En ciblant les salariés proches du SMIC, l'État a souhaité favoriser l'embauche des moins qualifiés tout en réduisant les tentations de délocalisation.

Cependant ce type de politique favorable aux entreprises n'est pas dénuée d'effets pervers. Le risque est de maintenir ces salariés dans une trappe à bas salaires, sachant par ailleurs, que les sommes perdues, à ce titre par l'État, auraient pu servir à des emplois pérennes, probablement publics. Ainsi les politiques pour l'emploi d'inspirations libérales sont plutôt structurelles. Elles visent à baisser le coût du travail et à flexibiliser le marché du travail. Ce dernier est un marché comme les autres qui doit s'autoréguler. Les rigidités institutionnelles engendrent du chômage lorsque le salaire réel est supérieur à la productivité marginale du travail, ce qui bloque la compétitivité des prix et donc l'embauche.

Conclusion. Complétez le schéma suivant.

L'analyse du chômage classique



❖ Le chômage structurel résulte d'un mauvais fonctionnement du marché du travail.

Le chômage n'est pas seulement la conséquence d'une demande insuffisante de travail de la part des entreprises (faute d'inactivité), mais aussi d'une offre de travail inadaptée. Pour réduire le chômage, il faut donc s'attaquer aux facteurs structurels du chômage d'équilibre, qui limitent l'adaptation de l'offre de travail à la demande. Le chômage ne s'explique pas uniquement par une insuffisance de la demande ou un coût du travail trop élevé. Il est déterminé aussi par des facteurs structurels, en rapport avec le fonctionnement du marché du travail (rigidités institutionnelles) et ses spécificités propres à chaque économie nationale (problème d'inadéquation entre l'offre de travail et la demande de travail résultant d'un système de formation insuffisant ou inadapté). Le chômage est qualifié de structurel car il est en partie déterminé par les institutions de marché. La rigidité du marché du travail est mise en

avant à travers le contrat de travail, la législation sur le licenciement, les modes d'attribution ou le niveau d'allocation chômage, ou encore le manque d'efficacité des services d'aides au retour à l'emploi. Les politiques de formation et de flexibilisation sont une réponse au chômage structurel. Elles ont pour finalité la dérèglementation du marché du travail afin de favoriser son fonctionnement et sa réactivité aux chocs exogènes. Elles portent également sur la formation, la qualification absente ou inadaptée, considérée comme une cause majeure de chômage.

Tableau de synthèse.

Nature du chômage	Définitions	Causes	Remèdes
Chômage conjoncturel	Chômage qui augmente du fait de la détérioration de la conjoncture économique (récession).	<p>Choc de demande (baisse du pouvoir d'achat des ménages): chômage qui résulte d'une insuffisance de la demande anticipée (chômage keynésien).</p> <p>Choc d'offre (hausse des coûts de production qui pénalise la compétitivité des entreprises): Chômage qui résulte d'un coût du travail trop élevé, supérieur à la productivité marginale (Chômage classique).</p>	<p>Il faut relancer la consommation des ménages et l'investissement des entreprises afin d'augmenter la production et créer de nouveaux emplois. L'action doit porter sur la demande.</p> <p>Il faut réduire le coût du travail pour améliorer la compétitivité des entreprises et augmenter leur taux de marge (profit). L'action doit porter sur l'offre.</p>
Chômage structurel	Chômage qui perdure même lorsque la conjoncture économique s'améliore.	<p>Manque de flexibilité du marché du travail (rigidités institutionnelles : réglementations sur les conditions de travail, durée légale du travail, existence de professions réglementées, SMIC, contraintes sur les licenciements...).</p> <p>Inadéquation des qualifications des travailleurs pour répondre aux besoins des entreprises.</p>	<p>S'inspirer du modèle Danois de flexisécurité (garantir de bonnes indemnités de chômage en compensation de la flexibilité accordée aux entreprises pour recruter et licencier), réformer les institutions du marché du travail pour augmenter la flexibilité.</p> <p>Valoriser les filières qui recrutent et faciliter les reconversions professionnelles (politique de formation).</p>